

18 JUIN 2019



Association EPAF

Assemblée Générale

Vous nous avez réunis hier, avant cette assemblée générale, pour évoquer un chamboulement dans la gouvernance de l'action sociale au sein d'un opérateur unique, mais aussi et surtout pour nous présenter les conclusions de deux audits conduits, d'une part par Pro tourisme, d'autre part par le CGefi sur le devenir d'EPAF, l'évolution des prestations et celle de son parc immobilier.

Cette évolution, pour certain.e.s écrite dans le marbre, se fait dans un contexte politique et budgétaire particulier, inacceptable pour **Solidaires Finances**, de dynamitage de la Fonction Publique, de remise en cause du service public de proximité et de suppression massive d'emplois publics, de réduction drastique des budgets publics mais également d'année en année de réduction des crédits d'action sociale. Ce qui ne permet plus aux associations des MEFs (ALPAF AGRAF et EPAF) de répondre aux besoins des agent.e.s tels qu'ils ont été précisés par deux circulaires du ministère des finances des 6 janvier 1946 et 13 août 1948 indiquant notamment que l'action sociale a pour objet l'amélioration des conditions de vie des agents et de leur famille. Mais si, jusqu'à présent, on parlait du fonctionnaire et de son statut, du Code des pensions civiles et militaires, dans l'optique ultra libérale d'aujourd'hui, il faut faire table rase de tout cela, y compris de l'action sociale. On étrangle la Fonction publique avec toutes les garanties qu'elle présentait pour les citoyen.ne.s et, s'agissant des MEFs, pour les contribuables, et on lui coupe les vivres.

Plus concrètement, **Solidaires Finances** revendique une subvention à hauteur des besoins des agents ainsi que la réintégration du gel de 5% décidé unilatéralement par le ministre sans aucune explication ; l'équilibre d'EPAF est en danger. Ce ne sont pas un fonds de roulement de 5,8 millions euros et une trésorerie qui n'a jamais été aussi faible, qui permettent d'avoir une vision sereine de l'avenir. S'agissant de la convention, nous sommes dans l'incertitude complète. Bien qu'une convention triennale 2020/2022 ait été évoquée. Cette nouvelle convention sera-t-elle vraiment discutée avec les fédérations syndicales ? Fera-t-elle l'objet de navettes comme par le passé entre la tutelle et l'association ? On ne peut qu'en douter compte tenu du calendrier maintenant contraint pour le faire !

En ce qui concerne les tarifs, **Solidaires Finances** dénonce les hausses pratiquées eu égard à la politique salariale de l'Etat, gel du point d'indice pour les actifs et quasi-gel des pensions pour les retraité.e.s jusqu'en 2020, et demande, pour une meilleure justice sociale d'accès aux prestations EPAF, une étude approfondie des propositions qui ont été faites lors du GT du mois de mars dernier pour une application en 2021.

S'agissant du schéma de transport, **Solidaires Finances** avait relevé des incohérences et des dangers potentiels liés à l'utilisation de cars et à la durée du transport, alors que le transport en trains ou TGV eut été préférable. De plus les remboursements annoncés des frais engagés par les parents ne correspondent pas aux dépenses réellement engagées par ces derniers avec des délais trop courts pour en faire la demande comme SOLIDAIRES FINANCES l'avait indiqué lors du dernier groupe de travail. S'agissant des colonies à destination lointaine, **Solidaires Finances** demande un élargissement du nombre de départements concernés en ajoutant un critère supplémentaire dans la mesure où il y a 55 départements concernés et 120 places proposées.

En ce qui concerne Vacances-Loisirs, malgré l'incertitude sur l'avenir des résidences EPAF posée par les audits que vous nous avez présentés, **Solidaires Finances** vous demande si, dans cette attente, les travaux prévus sont arrêtés, suspendus ou poursuivis, et si des travaux prévisionnels sont prévus sur la prochaine période triennale comme c'était le cas dans le passé récent d'EPAF.

.../...

.../...

Dans ses revendications, **Solidaires Finances** a toujours défendu et porté une action sociale de haut niveau gagnée dans des luttes syndicales, notamment en 1989, pour en faire bénéficier le plus grand nombre d'agent.e.s des ministères économiques et financiers en mettant l'humain au cœur du débat car pour **Solidaires Finances** **si l'action sociale a un coût, elle n'a pas de prix.**

Aujourd'hui le respect des engagements des anciens gouvernants n'est plus de mise et on nous promet baisse des crédits, baisse de la subvention, vente de résidences ou plan social probable à la clef pour partie des 250 salarié.e.s d'EPAF. **Solidaires Finances** ne veut pas de ce schéma broyeur des hommes et des femmes d'EPAF et ne veut pas qu'elle devienne une entreprise marchande.

C'est bien la réalité qui nous a été présentée hier au travers des différents scénarii résultant tant des audits de pro-tourisme et du CGefi ; les représentant.e.s des usager.e.s sont dans l'attente des choix qui seront exprimés par le Secrétariat Général au cours du CNAS du 4 juillet prochain et des lettres de mission les accompagnant remises aux associations.

Les propositions vont du statu quo à la vente de toutes les résidences, en passant par la vente de certaines résidences (7 à 11) en fonction de critères pas toujours compréhensibles et également par des mises en gérance. Ces propositions sont accompagnées de l'annonce d'une récupération par EPAF d'une partie du produit de la vente ; nous ne pouvons qu'être dubitatifs quant à cette possibilité déjà annoncée à EPAF à l'occasion de deux ou trois ventes ponctuelles et qui est restée sans suite.

***L'action Sociale, notre action sociale est en Péril
il appartient à nous toutes et tous
de la sauvegarder***